

NATIONS UNIES
Opération des Nations
Unies en Côte d'Ivoire



UNITED NATIONS
United Nations Operation
in Côte d'Ivoire

Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 24 février 2011)

Hamadoun Touré (Porte-parole de l'ONUCI) : Mesdames et messieurs bonjour. Bienvenue à ce point de presse hebdomadaire qui sera consacrée à la dégradation de la situation humanitaire. Mais auparavant je voudrais juste vous présenter quelques points sur les activités de la mission en commençant par un communiqué de presse qui vous a été distribué sur une situation militaire très inquiétante pour nous.

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a reçu ce jeudi des informations très inquiétantes sur des affrontements entre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) dans la région des dix huit montagnes.

L'ONUCI estime qu'une telle confrontation risque de constituer la reprise du conflit armé et donc une violation du cessez-le-feu. Elle aurait des conséquences graves pour le peuple ivoirien et même pour la sous-région. Elle viendrait accroître davantage la tension que l'on note depuis la mi-décembre 2010 et qui est montée d'un cran au cours des derniers jours avec l'utilisation d'armes lourdes.

L'ONUCI réitère son appel à la retenue pour éviter l'embrasement du pays et au-delà. Elle exhorte toutes les parties à user de moyens pacifiques pour sortir de la crise postélectorale actuelle. Voici la fin du communiqué.

Et maintenant les activités du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, YJ Choi, qui a rencontré le Panel des Chefs d'Etat de l'Union Africaine mandatés à Abidjan par leurs pairs de l'organisation continentale pour trouver une solution pacifique à la crise postélectorale ivoirienne.

Devant les Présidents mauritanien, sud-africain, tanzanien et tchadien, YJ Choi a exposé le rôle joué par l'ONUCI dans la gestion du processus électoral, en particulier sur son volet certification. Il a une nouvelle fois fait la genèse de la méthodologie qu'il a appliquée et qui lui a permis de certifier aussi bien le premier tour que le second tour de l'élection présidentielle.

Au cours de la rencontre d'une heure à laquelle ont également pris part les Présidents des Commissions de l'Union Africaine et de la Communauté Economique

des Etats de l'Afrique de l'Ouest, M. Choi a rappelé que le rôle de certificateur lui avait été confié à la demande des parties ivoiriennes, signataires de l'Accord de Pretoria du 6 avril 2005 et de l'Accord Politique de Ouagadougou du 4 mars 2007.

Le Chef de l'ONUCI a enfin mis l'accent sur la nécessité de trouver une solution rapide à l'impasse politique pour abrégé les souffrances des populations ivoiriennes qui continuent de payer un lourd tribut à la crise. Selon lui, la solution passe par la reconnaissance de la vérité qui est le préalable à toute réconciliation.

Sur le plan militaire, au cours de la semaine du 14 au 20 février 2011, l'ONUCI a effectué 866 patrouilles. Ces patrouilles, comme vous le savez, permettent d'assurer la liberté de mouvement et de contribuer à l'instauration d'un climat de sécurité. Malheureusement, comme je vous l'avais dit en début de ce point de presse, nous avons constaté une recrudescence de la violence, particulièrement à Abidjan, notamment dans les communes d'Abobo, de Koumassi et de Treichville. Nous avons déjà le lundi, réagi aux affrontements entre militaires et manifestants, avec la condamnation de l'utilisation des armes lourdes lors de ces manifestations. Le nombre des morts s'est accru et notre Division des Droits de l'Homme a recensé 315 personnes tuées depuis la mi-décembre 2010. Ce sont des chiffres qui ont été recueillis avant les affrontements d'hier soir et cela veut dire que nous devons encore les mettre à jour. La Division des droits de l'Homme poursuit ses enquêtes sur ces événements au sujet desquels l'ONUCI redit sa conviction que la violence ne saurait être la solution.

C'est fort de cette conviction que la Mission intensifie sa campagne de sensibilisation en faveur de la préservation d'un environnement postélectoral apaisé.

Ainsi par le biais du sport pour la paix, nos équipes, dans la région des Savanes, et dans celle du Worodougou organisent du 25 au 26 février, en partenariat avec l'Amicale des fonctionnaires, les autorités administratives et les groupements des jeunes politiques, ce que nous appelons les nuits du Maracaña pour la promotion des valeurs du fair-play, de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale.

Après plusieurs localités visitées sur l'étendue du territoire, nous serons le 1^{er} mars prochain dans la sous préfecture de Tortiya (Centre-Nord du pays) pour solliciter l'engagement et l'adhésion des populations dans ce sens en faveur d'un environnement post électoral apaisé. Cette campagne de proximité se poursuivra dans les zones où les conditions permettent leur tenue. Voilà ce que j'avais pour vous. Je voudrais maintenant donner la parole au Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, M NDolamb Ngokwey qui vous fera également une présentation sur la situation humanitaire ensuite nous prendrons vos questions.

Ndolamb Ngokwey (Coordonnateur humanitaire) : Je parle en ma qualité de coordonnateur humanitaire et je suis accompagné de M. Laurent Dufour qui est le représentant de OCHA en Côte d'Ivoire. Je vais vous donner des informations sur les déplacements des populations, des informations sur les épidémies et des informations sur les réponses humanitaires. En ce qui concerne le déplacement des

populations dans l'ouest du pays, il faudra qu'on insiste sur le fait que ces déplacements continuent de mettre les populations dans une situation de vulnérabilité accrue ce qui rend ces populations dépendantes de l'assistance humanitaire et des familles d'accueil. Les personnes qui sont déplacées et qui vivent pour le moment dans des familles d'accueil survivent bien sur grâce à la générosité de ces familles d'accueil, alors que ceux qui sont dans les sites ont pu bénéficier de l'aide humanitaire. Cependant comme vous pouvez l'imaginer, les réserves des familles d'accueil s'amenuisent au fur et à mesure que la situation perdure. En ce qui concerne les déplacés internes, dans l'ouest ont dénombré pour le moment 7726 ménages comprenant 40876 personnes déplacées. Ce sont les résultats du dernier recensement. Cela se décline comme suit les déplacés qui sont sur le site, c'est 2103 ménages soit 10 355 personnes et les déplacés qui sont en famille d'accueil, ce sont 5623 ménages soit 30521 personnes. Suite à une mission d'évaluation qui a eu lieu à l'Est et au Centre on n'a pu dénombrer aussi 1400 personnes déplacés à Tiébissou. En plus de ces personnes de Tiébissou, on a dénombré quelques centaines de personnes à Lakota, Daloa et Issia. En ce qui concerne les réfugiés au 22 février, on dénombrait au Liberia 39 685 ivoiriens enregistrés par le HCR. On continue à voir des ivoiriens traverser la frontière libérienne, mais cette fois au rythme de 100 par jour. Ce qui est plus bas qu'en janvier, février ou début février ou c'était 500 par jour. La Guinée quant à elle a reçu pour le moment 800 réfugiés et le Togo 252. En ce qui concerne la situation des épidémies, le choléra touche pour le moment 09 communes de la ville d'Abidjan, ainsi que Bassam et d'Anyama. A la semaine 7, la septième semaine du choléra, c'est à dire du 14 au 20 février, nous sommes à 485 cas et 12 décès. De ces 485 cas, 115 sont nouveaux pendant cette période avec un décès. Le nouveau cas de décès a été notifié à Yopougon ouest, Anyama est la nouvelle commune touchée avec un cas. Attécoubé reste la commune la plus touchée avec à présent 397 cas, dont 94 nouveaux cas cette semaine. L'appui de l'OMS, de l'UNICEF et de la Croix Rouge, des partenaires et des autorités sanitaires continue à étendre des campagnes de sensibilisation.

Une épidémie de rougeole a été déclarée dans le district d'Adiaké. C'est dans la région du Sud Comoé avec 47 cas et 1 décès dans une aire sanitaire frontalière d'Aboisso. Ce qui entraîne un risque d'épidémie sur les districts sanitaires de Tiampou et Aboisso. En riposte, une campagne de vaccination contre la rougeole et la fièvre jaune a démarré depuis le 17 février et se poursuit dans les districts d'Adiaké, Tiapoum et Aboisso jusqu'au 26 février. Cette campagne anti rougeoleuse sera couplée à une vaccination contre la fièvre jaune pour une population cible de 435 203 enfants en ce qui concerne la fièvre jaune et de 99608 en ce qui concerne la rougeole. C'est une campagne appuyée par l'OMS et l'UNICEF. Il existe maintenant, en ce qui concerne la fièvre jaune, une équipe logistique conjointe OMS, UNICEF et Ministère de la santé qui est sur le terrain pour réparer la chaîne de froid en vue de la conservation des vaccins pour une campagne qui aura lieu au mois de Mars. La campagne contre la fièvre jaune au mois de Mars couvrira 18 000 000 d'habitants. En fait, c'est pratiquement toute la population ivoirienne qui est concernée. Pour terminer, quelques informations sur la réponse humanitaire. Plus de 13000 personnes ont reçu de la part du CICR, UNICEF et HCR des kits de biens non vivres qui comprennent des nattes, des savons, des couvertures et des casseroles. Je vous signale aussi qu'il y a déjà 2 400 tentes familiales qui sont pré-positionnées à Daloa et qui seront utilisées dans le nouveau camp de déplacés

internes à Duékoué et à Danané. En ce qui concerne l'éducation, l'UNICEF a distribué des fournitures scolaires pour les enseignants d'écoles maternelles et pour 4 000 élèves ainsi que des équipements de loisir pour 2 500 enfants qui sont dans de camps pour personnes déplacées. Et cela à Duékoué, Man et Danané. En ce qui concerne la distribution des vivres, en plus de l'aide alimentaire fournie par les institutions religieuses et les autorités nationales, certains déplacés ont reçu une assistance alimentaire du PAM qui a distribué deux tours de ration complète. Depuis le 4 février, une deuxième distribution a démarré et au cours de cette distribution, 24 446 personnes déplacées ont pu recevoir une ration complète pour une période de 15 jours. Ce qui fait 145 tonnes de céréales, légumineux, huile et sel. En ce qui concerne l'eau et l'assainissement, l'UNICEF et ses partenaires ont fourni aux déplacés de Duékoué et Danané, 750 jerricanes de 20L, 250 seaux, 1000 tablettes aguada pour la purification de l'eau. L'Ong nationale ASAPSU a mis en place quatre comités de gestion en eau potable, latrines, douches et gestion des ordures. Je tiens à souligner cela pour montrer effectivement la place que les institutions nationales jouent dans cette réponse humanitaire. Puisqu'effectivement c'est cette ONG qui organise les communautés pour gérer l'eau potable, les latrines, les ordures etc. A Danané, on est passé déjà de la réparation de 2 points d'eau et de la réhabilitation de sept latrines et on a aussi distribué 182 jerricanes de 20 litres. Et à Duekoué, nous avons maintenant 46 latrines à la mission alors que nous n'en avons que 10. Pour le domaine de la sécurité alimentaire et de distribution de semences, ce sera une urgence dans les 10 prochains jours pour les 10.000 ménages qui sont rendus les plus vulnérables dans les zones qui nous concernent. L'assistance aux personnes déplacées est toujours une opération très délicate surtout celles qui vivent dans les familles d'accueil en raison de la dispersion géographique, de la difficulté des ciblage et de la diversité des conditions d'accueil. Mais la communauté humanitaire est en train de s'organiser pour pouvoir répondre au mieux à cette situation. Mais pour le faire, nous continuons à plaider pour l'espace humanitaire. C'est-à-dire que les autorités militaires, politiques, civiles et religieuses facilitent l'accès des travailleurs humanitaires à ces personnes déplacées parce que sans cet aspect, il ne serait pas possible effectivement d'appuyer ces personnes. Je vous remercie.

HT : Merci monsieur Ngokwey. Mesdames et messieurs nous sommes à votre disposition si vous avez des questions.

Cyril Bensimon (RFI) : *Est-ce que vous avez un premier bilan ?*

HT : Nous sommes encore en train d'attendre des informations sur ce qui s'est passé ce matin. C'est à partir de 6h du matin que ça se serait passé. Nous n'avons pas encore les éléments. Nous ne savons même pas exactement dans quelles conditions cela s'est passé.

CB : *Est-ce que vous confirmez que c'est à Teapleu ?*

HT : Oui, oui. C'est Zouan-Hounien, Danané, Teapleu on nous a dit. Donc il faudra certainement attendre un peu plus. Très bien, s'il n'y a pas d'autres questions, merci beaucoup et rendez-vous jeudi prochain.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Hamadoun Touré, Porte-parole

Tél. : +225-06203305 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-020235107

Email: hamadoun@un.org.

<http://www.onuci.org>